Troisième session

CREATION D'UNE COMMISSION SPECIALE CHARGEE D'ETUDIER LES METHODES
ET LES MOYENS QUI PERMETTRAIENT A L'ASSEMBLEE GENERALE DE REMPLIR
SES FONCTIONS AVEC PLUS D'EFFICACITE ET DE DILIGENCE

Rapport de la Commission politique spéciale

Rapporteur : M. Homero VITERI-LAFRONTE (Equateur)

1. A sa 189^{ème} séance, tenue le 12 avril 1949, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Commission politique spéciale, pour examen et rapport, le point proposé conjointement par le Danemark, la Norvège et la Suède et intitulé "Création d'une Commission spéciale chargée d'étudier les méthodes et les moyens qui permettraient à l'Assemblée générale de remplir ses fonctions avec plus d'efficacité et de diligence" (A/825 et A/AC.24/47).

2. La Commission politique spéciale a examiné, à sa 33^{ème} séance, tenue le 18 avril 1949, le projet de résolution présenté conjointement par ses auteurs (A/825).

3. Au cours des débats, plusieurs amendements ont été présentés verbalement. Après la discussion, le projet de résolution conjoint a été mis aux voix, paragraphe par paragraphe; le vote a donné les résultats suivants :

Premier paragraphe du préambule

Le représentant de l'Iran a proposé qu'il soit fait allusion, au premier paragraphe du préambule, à l'Article 21 de la Charte et non pas à l'Article 10. Cette suggestion a été acceptée par les auteurs du projet de résolution conjoint, mais dans la suite des débats, en raison de nouvelles observations sur le point de savoir quel Article de la Charte il y avait lieu d'invoquer, et avant que le projet de résolution conjoint eût été mis au voix, les auteurs du projet de résolution ont retiré le premier paragraphe du préambule avec l'accord du représentant de l'Iran.

Deuxième paragraphe du préambule

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé, dans un amendement, la suppression du passage suivant du deuxième paragraphe du préambule : "et de la tendance de plus en plus marquée à prolonger les débats en séance plénière et en commission". Cet amendement a été repoussé par 30 voix contre 13 et 5 abstentions. Le texte original a été adopté par 41 voix contre 9 et 8 abstentions.

Premier paragraphe du dispositif

Le représentant du Royaume-Uni a proposé que la commission envisagée soit appelée dans le texte anglais special committee et non pas ad hoc committee. Cette suggestion a été acceptée par les auteurs du projet de résolution conjoint.

En ce qui concerne la composition de la future commission, le représentant du Pérou a proposé qu'elle soit composée des pays suivants : Belgique, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé de limiter à dix le nombre des membres de la commission. Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a également proposé de limiter à dix le nombre des membres de la commission, à savoir : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay.

La proposition soviétique a été mise aux voix et rejetée par 27 voix contre 14 et 5 abstentions. En conséquence, l'amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine a été annulé.

Le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie a proposé d'ajouter la République socialiste soviétique d'Ukraine à la liste des membres proposée par le représentant du Pérou. Cette proposition a été repoussée par 17 voix contre 6 et 23 abstentions. La Commission a adopté la proposition péruvienne par 43 voix et 6 abstentions.

Alinéa 1 du premier paragraphe du dispositif

Cet alinéa a été adopté à l'unanimité.

Alinéa 2 du premier paragraphe du dispositif

Le représentant de la Pologne a proposé un amendement tendant à supprimer cet alinéa. Cette proposition a été repoussée par 25 voix contre 9 et 14 abstentions.

Le représentant de la Syrie a proposé d'ajouter les mots "si possible" après le mot "présenter". Cet amendement a été adopté par 41 voix et 7 abstentions.

L'alinéa ainsi amendé a été adopté par 42 voix contre 6 et 2 abstentions.

Alinéa 3 du premier paragraphe du dispositif

Compte tenu de la suppression du mot "deuxième", cet alinéa a été adopté par 44 voix et 6 abstentions.

Deuxième paragraphe du dispositif

Ce paragraphe a été adopté à l'unanimité.

Le projet de résolution ainsi amendé a été adopté par 43 voix et 6 abstentions.

4. Au cours des débats, le représentant de l'Iran a proposé d'ajouter au projet de résolution conjoint un nouveau paragraphe, rédigé comme suit :

"Transmet à la Commission spéciale, pour examen, les suggestions qui figurent au document A/825."

Cet amendement a été retiré en raison du fait que les suggestions figurant au document A/825 seraient soumises à la commission spéciale envisagée par les auteurs du projet de résolution conjoint et que les Etats Membres non représentés à la commission auraient le droit de présenter par écrit à la future commission, toute proposition touchant cette question.

5. La Commission politique spéciale recommande en conséquence à l'Assemblée générale l'adoption de la résolution suivante :

NOMINATION D'UNE COMMISSION SPECIALE SUR LES METHODES
ET LES PROCEDURES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale

Préoccupée de la longueur croissante des sessions de l'Assemblée générale et de la tendance de plus en plus marquée à prolonger les débats en séance plénière et en commission,

1. Décide de créer une Commission spéciale composée des pays suivants : Belgique, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay, et chargée :

- a) D'étudier les méthodes de travail et une procédure propres à permettre à l'Assemblée générale et à ses commissions de remplir leurs fonctions avec plus d'efficacité et de diligence;
- b) De présenter si possible un rapport préliminaire à l'Assemblée générale au cours de la deuxième partie de sa troisième session;
- c) D'adresser un rapport au Secrétaire général, le 15 août 1949 au plus tard, pour communication aux Membres aux fins d'examen à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale;

2. Invite le Secrétaire général à collaborer étroitement avec la Commission spéciale.